Document generated on 08/18/2026 10:50 a.m.

Lien social et Politiques

Lien social et Politiques

L'alimentation, un enjeu de justice sociale
Mouvements alimentaires, politiques publiques et inégalités

Renaud Hourcade and Nathan McClintock

Number 90, 2023

L'alimentation, un enjeu de justice sociale : mouvements alimentaires, politiques publiques et inégalités

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1105087ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1105087ar

See table of contents

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1204-3206 (print)
1703-9665 (digital)

Explore this journal

Cite this document

Hourcade, R. & McClintock, N. (2023). L'alimentation, un enjeu de justice sociale : mouvements alimentaires, politiques publiques et inégalités. *Lien social et Politiques*, (90), 5–34. https://doi.org/10.7202/1105087ar

© Lien social et Politiques, 2023

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

L'alimentation, un enjeu de justice sociale

Mouvements alimentaires, politiques publiques et inégalités

RENAUD HOURCADE

Chargé de recherche, Centre Émile Durkheim — Centre national de la recherche scientifique (CNRS)/Sciences Po Bordeaux

NATHAN McCLINTOCK

Professeur-chercheur agrégé, Centre Urbanisation Culture Société — Institut national de la recherche scientifique (INRS)

—

Les enjeux sociaux liés à l'alimentation occupent depuis plusieurs années une place croissante dans le débat public, tant en Amérique du Nord qu'en Europe. Ce retour de la question alimentaire à l'agenda politique est porté par des préoccupations variées : enjeux d'accès équitable à une nourriture suffisante et de bonne qualité, dans le contexte d'inégalités sociales et raciales structurantes ; objectifs de relocalisation des approvisionnements et de « verdissement » des pratiques dans un contexte de prise en compte croissante de l'impact climatique de la production d'aliments ; ou encore aspects éducatifs favorisant la promotion du « manger sain », face à la montée des problématiques sanitaires (obésité, diabète) liées aux habitudes de consommation. Le contexte de crise économique suscité par la pandémie de COVID-19 puis le renchérissement soudain des prix de l'alimentation ont rendu ces questions encore plus urgentes. L'allongement des files devant les distributions d'aide alimentaire au Nord et la crainte de pénuries au Sud sont sans doute parmi les illustrations les plus éclairantes des limites d'une offre alimentaire structurée depuis plusieurs décennies par le principe d'une extension continue des marchés alimentaires. Ces tensions soulignent combien l'alimentation est fondamentalement une « chose publique », et donc une question politique déterminée par des choix de gouvernement, des enjeux de pouvoir, des structures sociales inégalitaires, des chemins empruntés de longue durée.

©Lien social et Politiques n° 90 — 2023

L'ALIMENTATION, UN ENJEU DE JUSTICE SOCIALE.
MOUVEMENTS ALIMENTAIRES, POLITIQUES PUBLIQUES ET INÉGALITÉS

Ce dossier de *Lien social et Politiques* a pour but d'interroger les politiques publiques et les mouvements sociaux contemporains dans le domaine de l'alimentation sous l'angle des inégalités sociales et des enjeux de justice. L'un de ses apports est de contribuer aux analyses et aux débats autour des questions de « justice alimentaire » à partir de travaux empiriques sur les espaces culturels non anglophones, moins bien couverts par la littérature. Il prend également place dans un contexte temporel particulier, celui de la crise liée à la COVID-19, qui marque profondément plusieurs articles de ce numéro. Mais ce dossier est aussi nourri par la vitalité, qui s'observe depuis plusieurs années, des mouvements sociaux dans le domaine de l'alimentation. Des deux côtés de l'Atlantique, ces mouvements tentent de renouveler les approches des inégalités alimentaires, en inventant de nouveaux instruments d'action (à l'image du glanage et des « frigos collectifs » ou encore avec la proposition émergente en France d'une « sécurité sociale de l'alimentation ») ou en explorant de nouvelles voies pour mieux associer les démarches d'écologisation de l'alimentation et les enjeux de justice sociale – un défi dont la difficulté est soulignée par plusieurs articles de ce numéro. Dans de nombreux pays et territoires, ces préoccupations trouvent un écho au sein des politiques publiques, à différents échelons de gouvernement. L'alimentation y est de plus en plus appréhendée comme un secteur clé de l'action publique, précisément parce qu'elle occupe une position carrefour entre des intérêts économiques (soutien aux producteurs locaux ou nationaux), des intérêts écologiques (réduction de l'empreinte climatique, verdissement de l'agriculture) et des intérêts de santé publique. Face à ce bouillonnement d'initiatives, il est important de mieux documenter la manière dont les instruments de politique publique mobilisés – politiques d'approvisionnement des cantines, tables de concertation, « projets alimentaires territoriaux » – cadrent les enjeux visés, définissent les objectifs à poursuivre, choisissent les acteurs à impliquer et arbitrent entre des intérêts parfois concurrents. Quelle place les inégalités d'accès à l'alimentation tiennent-elles dans ces politiques publiques ? En quoi le tournant vers l'approvisionnement local et les agricultures plus respectueuses de l'environnement intègre-t-il les enjeux de « justice alimentaire » ?

Dans le prolongement des approches théoriques de la « *food justice* » (Alkon et Agyeman, 2011; Slocum, Cadieux et Blumberg, 2016; Hochedez et Le Gall, 2016; Sbicca, 2018), l'orientation qui domine la plupart des textes rassemblés dans ce numéro est celle d'une analyse détaillée des phénomènes de production ou de renforcement des inégalités qui peuvent dériver des rapports sociaux dans le

domaine alimentaire. Sur ce plan, il est bien documenté que le fonctionnement du marché est producteur de fortes inégalités, comme la malnutrition qui frappe certaines populations, ou dans le cas américain, l'existence de déserts alimentaires (« *food deserts* ») rendant matériellement impossible l'accès à une nourriture saine. L'impact délétère aggravé du système alimentaire global sur les populations à faible revenu, les minorités ethniques et les populations racisées ne fait pas de doute (Patel, 2008). Mais il est moins courant de se pencher sur la manière dont les politiques publiques alimentaires peuvent elles-mêmes contribuer à la (re)production d'inégalités sociales, y compris quand leur but est précisément d'atténuer les écarts dans ce domaine. Par exemple, partout en Europe de l'Ouest, en Amérique du Nord et dans certains pays du Sud global, la tendance à l'accroissement des populations en surpoids invite à s'intéresser aux déterminants des comportements alimentaires d'ordres social et culturel, mais aussi économique et politique. À ce titre, une focalisation de l'action publique sur les enjeux de nutrition peut contribuer à occulter des facteurs sociaux structurants et finalement renforcer les inégalités (Régnier et Masullo, 2009; Guthman, 2011; Dennis et Robin, 2020; Yates-Doerr, 2020). Dans le même ordre d'idées, le concept de *food deserts* a été critiqué car il privilégie la dimension spatiale de l'offre alimentaire, mais leur existence est attribuable à des processus économiques, sociaux et politiques qu'il importe d'identifier et d'analyser (McClintock, 2011; Shannon, 2014; Brinkley, Raj et Horst 2017). Des deux côtés de l'Atlantique, de plus en plus de voix appellent à examiner également le rôle du secteur agroalimentaire dans le développement du « capitalisme racial », ainsi que les façons dont les logiques et les pratiques coloniales ont imprimé leurs marques sur les systèmes alimentaires, non seulement dans le passé, mais également à travers certaines persistances contemporaines (Whyte, 2015; Horst *et al.*, 2021; Rogaly, 2021; Rotz, 2017).

De la même manière, ce sont aussi les formes d'activisme alimentaire, désormais nombreuses, en particulier dans les grandes villes européennes et nord-américaines, qui gagnent à être interrogées sous l'angle de la (re)production des inégalités sociales, ethniques ou de genre. On pense ici aux logiques d'exclusion qui peuvent accompagner la fabrication de la ville durable ou aux processus de dépolitisation auxquels l'activisme écologique devenu consensuel peut parfois donner lieu (Swyngedouw, 2007; Pudup, 2008; Béal, 2017; Goodling, 2021). Les recherches ont également mis en évidence le rôle que jouent les pratiques alimentaires « alternatives » (restaurants « de

la ferme à la table », agriculture urbaine, marchés de producteurs) dans la « gentrification verte » (Burnett, 2014 ; McClintock, 2018 ; Sbicca, 2019) et dans d'autres processus d'exclusion socioéconomique et raciale (Ramírez, 2015 ; Slocum, Cadieux et Blumberg, 2016 ; Alkon, Kato et Sbicca, 2020). L'analyse de plusieurs initiatives alimentaires alternatives dans ce numéro suggère que leurs promoteurs ont souvent conscience des inégalités très fortes d'accès à une nourriture saine et de qualité, mais se heurtent en pratique à de grandes difficultés pour intégrer les publics précaires parmi les bénéficiaires de leurs dispositifs, comme on le voit avec les systèmes de paniers de producteurs locaux (Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne [AMAP]) ou les épiceries coopératives. Les enquêtes présentées ici convergent pour montrer que les résultats en la matière sont le plus souvent faibles ou ambigus, même quand le sujet des inégalités est pris au sérieux et que les collectifs tentent d'innover sur le sujet. Deux axes thématiques structurent ce dossier : le premier concerne la prise en compte des inégalités dans un contexte de renouveau de l'action publique en matière alimentaire, notamment à l'échelle locale ; le second porte la focale sur l'activisme social et communautaire en lien avec les questions d'alimentation, et interroge la nature et la portée des stratégies adoptées par ces initiatives pour faire face aux enjeux de justice alimentaire.

Les politiques alimentaires locales : renouveau de l'action publique et reproduction des exclusions

Le rôle des pouvoirs infranationaux et municipaux dans la construction de systèmes alimentaires est mis en avant dans la littérature, en particulier dans les domaines de la géographie urbaine, de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire (Sonnino, 2016 ; Cohen et Reynolds, 2014 ; Moragues-Faus et Morgan, 2015 ; Manganelli, Van den Broeck et Moulaert, 2020), mais aussi en science politique (Fouilleux et Michel, 2020). Guidées par de nouvelles grilles de lecture axées sur les enjeux de changement climatique, de santé, de proximité ou encore de conditions de travail (Capt, Lepicier et Leseigneur, 2014 ; Perrin *et al.*, 2018 ; Lo et Delwiche, 2016), certaines politiques locales s'efforcent d'influencer les modes de production et de consommation alimentaires sur leur territoire ou de susciter des espaces de concertation ou de conscientisation (Mansfield et Mendes, 2013 ; Moragues-Faus et Battersby, 2021 ; Morley et Morgan, 2021). C'est le rôle dévolu à certains « *food policy councils* » qui ont vu le jour dans des villes états-uniennes et canadiennes

depuis les années 1990 (Prové, de Krom et Dessein, 2019; Bassarab *et al.*, 2019). En France, un nombre croissant de collectivités ont entrepris de modifier l'approvisionnement des cantines scolaires (Morgan et Sonnino, 2008; Marty, 2014; Darly et Aubry, 2014; Gatien-Tournat, Fortunel et Noël, 2016) ou poursuivent des politiques incitatives plus larges, notamment à travers des « programmes alimentaires territoriaux » dont certains s'attachent explicitement aux inégalités alimentaires (Corade *et al.*, 2021). Le levier des politiques éducatives ou pédagogiques (ateliers de cuisine dans les quartiers défavorisés, par exemple) est lui aussi parfois mobilisé (Parker et Koeppel, 2020; Park *et al.*, 2022; Powell et Wittman, 2018).

Ce renouveau des politiques publiques alimentaires à diverses échelles peut s'appréhender comme une forme de reconquête du pouvoir de décision politique, particulièrement dans sa forme locale ou provinciale, dans un secteur qui, à la faveur de la modernisation agricole et de l'abondance productive, avait laissé la plus grande place aux mécanismes de l'offre et de la demande. Toutefois, le poids de ces acteurs privés ne s'est pas réduit pour autant, pas plus que l'on assiste à un retournement de l'organisation et des principes dominants du système de production et de distribution agroalimentaire. Il est intéressant de constater que, à ces échelons infranationaux, la politique alimentaire entretient une relation souvent lointaine avec les politiques agricoles structurantes, qui peuvent relever des compétences d'autres échelons, national ou européen par exemple (MacRae, 1999; Mortazavi, 2011). En revanche, elle est plus directement rattachée à la politique de lutte contre l'exclusion, à la politique de la ville, à la politique de santé ou aux politiques éducatives, des domaines généralement plus familiers des échelons territoriaux (Cohen et Ilieva, 2021; Sibbing, Candel et Termeer, 2021).

Toutefois, on peut s'interroger sur la portée d'une action publique alimentaire détachée des enjeux agricoles, fonciers ou de planification urbanistique (Pahun, 2020; Fouilleux, Michel et Bricas, 2020). Quel peut être, dans ce contexte, l'espace de transformation réellement ouvert par ces nouvelles politiques de l'alimentation ? Leurs effets tiendraient-ils essentiellement de la politique symbolique (affichage, marketing territorial – voir Mestre, 2021) ou de la simple velléité, aux effets difficilement mesurables, d'influencer les décisions d'autres acteurs (producteurs ou consommateurs) ? Dans un tel cadre, on peut s'attendre à ce que la mise en avant de nouvelles normes de consommation qui ne s'accompagneraient pas de modifications des structures socio-économiques déterminant les modes de production et de consommation

(coût des aliments, accessibilité géographique, codes culturels et sociaux de la consommation…) contribue à renforcer les inégalités alimentaires, en y associant en outre de nouveaux processus de stigmatisation. Répondre à ces interrogations suppose de soulever le couvercle de la fabrique des politiques publiques : comment en sont définis les cadres, les priorités, les outils ? Quels acteurs entendent-elles mobiliser et dans quelle mesure y parviennent-elles ? Comment sont définies les alternatives alimentaires « légitimes », susceptibles de s'attirer un soutien politique, et celles qui ne le sont pas ? Et à quel degré l'action publique se préoccupe-t-elle des inégalités alimentaires ?

Alexandre Fauquette et Christophe Gibout abordent ces questions au prisme d'une étude de cas portant sur un projet urbain soutenu par la Ville de Lille, en France. Le dispositif étudié, implanté dans un quartier populaire, consiste à mettre en place des ateliers de sensibilisation à la cuisine saine et au « bien manger » en ciblant explicitement les publics précaires. L'analyse, appuyée sur un important matériau empirique, souligne cependant que les publics visés tendent à échapper au dispositif, qui profite finalement principalement à des personnes plus favorisées et moins éloignées des normes comportementales que les ateliers s'efforcent de diffuser. Rejoignant les travaux sur les effets d'exclusion qui peuvent accompagner les injonctions au « verdissement » des modes de vie, particulièrement dans un quartier menacé de gentrification, Fauquette et Gibout voient se déployer dans ce type d'instrument une forme de « moralisation douce », surplombante et stigmatisante vis-à-vis des habitants, en dépit de la sensibilité à ces risques dont peuvent témoigner les animateurs du projet. Il semble que leur réflexivité ne suffit pas à rectifier une stratégie qui, dans son principe même, s'inscrit dans le prolongement des très anciennes stratégies d'éducation de masses populaires, soupçonnées de déviance et d'inconduite. Pour autant, l'« inculcation alimentaire » suscite dans le cas d'espèce moins une réelle soumission aux discours dominants que des formes diverses de résistance et de dérision. Des problématiques très semblables traversent le travail de Myriam Durocher à propos de la politique de promotion des « saines habitudes de vie » menée par un arrondissement de Montréal. Cette initiative vise à faire régresser les problèmes du surpoids et de l'obésité, importants dans ce quartier, en faisant la promotion du « manger sain » et de l'activité physique. Il s'agit là d'objectifs peu contestables sur le plan de la santé publique, mais qui se révèlent, à l'analyse, marqués par d'importantes limites et par le risque d'effets indésirés et politiquement problématiques, notamment la stigmatisation des corps éloignés des normes.

Inscrivant son analyse dans le cadre théorique des approches critiques de la lutte contre le surpoids et l'obésité, Myriam Durocher met ainsi en évidence les apories d'une politique basée sur la responsabilisation individuelle, particulièrement quand elle est appliquée à des publics en situation de marginalisation. L'éducation et la sensibilisation ne sauraient suffire à modifier des comportements et habitudes alimentaires qui sont en réalité inscrits dans des structures socioéconomiques durables, et qui portent souvent la marque d'héritages ethniques, raciaux et postcoloniaux profondément enracinés.

La question des normes alimentaires et le poids des héritages coloniaux traversent également les deux articles qui suivent, lesquels ont en commun de s'intéresser à l'alimentation distribuée dans les cantines scolaires. Le premier, signé par Hélène Caune, Florent Frasque et Simon Persico, aborde ce sujet principalement sous l'angle des dynamiques du débat public et de ses effets sur les pratiques locales en matière de gouvernance des cantines scolaires. En France, le sujet de la nourriture distribuée dans les cantines est devenu un thème politique clivant sur le plan national depuis plusieurs années. Il cristallise et entrecroise plusieurs conflits de normes qui mettent aux prises des visions contradictoires de l'alimentation politiquement acceptable en collectivité : quelle place doit être laissée aux pratiques alimentaires liées à des préceptes religieux, notamment ceux de la minorité musulmane vivant en France ? Est-il justifié d'élargir l'offre de menus biologiques, ou de menus sans viande, voire d'imposer ces derniers certains jours à tous les écoliers ? Pour certains acteurs politiques, il s'agit là de questions de première importance dans un pays qui s'identifie d'une part comme « laïc » et dont, d'autre part, la tradition gastronomique fait la part belle aux régimes carnés – et où règne une puissante industrie agroalimentaire. La double méthodologie de l'enquête de Caune, Frasque et Persico, quantitative pour saisir la dynamique du débat public, qualitative pour en mesurer les traductions éventuelles à l'échelle locale, aboutit à des résultats nets. La politisation des menus des cantines scolaires s'avère guidée, depuis la fin des années 1990, par un double clivage devenu structurant dans les systèmes politiques d'Europe de l'Ouest : celui entre *identité* et *cosmopolitisme*, et celui entre *écologie* et *productivisme*. Il est notable que les inégalités sociales d'accès à l'alimentation, rendues mineures dans ces deux clivages, soient ressorties à l'occasion de la crise socioéconomique liée à la COVID-19, mais de manière sans doute conjoncturelle. Pour autant, si ces discussions occupent régulièrement l'espace médiatique national, elles pèsent finalement peu sur les choix des territoires

ruraux étudiés, qui répondent à des pratiques et à des normes relativement stabilisées, laissant peu de place à la politisation de l'alimentation scolaire. Bien différente est la situation au Pérou, où c'est la question de l'accès des écoliers à une alimentation suffisante et équilibrée qui est au cœur du programme national d'alimentation scolaire Qaliwarma. Sur la base d'une étude anthropologique menée dans deux communautés amazoniennes, Emmanuelle Ricaud Oneto s'intéresse à la façon dont cette politique traduit les rapports de pouvoir entre l'État péruvien et les peuples autochtones. Bien que Qaliwarma revendique une approche inclusive dans laquelle les communautés sont appelées à prendre part au programme, il s'avère que leur contribution se limite à la mise en œuvre à l'échelle locale de principes de fonctionnement et de choix de denrées définis dans la capitale. Ces denrées, sélectionnées sur la base de règles de sécurité sanitaire et de modèles standards d'apports nutritionnels, ne correspondent pas aux spécificités des pratiques alimentaires des peuples amazoniens et ne font pas appel à leurs capacités de produire, par la chasse, la pêche et la culture, les aliments qui leur conviennent. Ces derniers sont certes réintroduits en partie, mais par les marges, à l'initiative des familles, qui profitent ainsi du rôle qui leur est dévolu dans la mise en œuvre. Ricaud Oneto observe que même si le programme d'alimentation scolaire est apprécié par les familles, ses principes de fonctionnement répliquent la dialectique de domination – résistance qui marque de manière structurelle les rapports entre le centre politique et les communautés autochtones.

Dans le but de faire dialoguer les analyses portant sur des réalités nationales distinctes, mais aussi de mieux faire connaître les approches théoriques adoptées sur des sujets voisins dans des textes anglophones qui font référence, nous avons choisi d'intégrer à ce numéro deux traductions d'articles. En écho à ces enjeux de reconnaissance culturelle en contexte postcolonial, le premier de ces articles interroge le rôle des logiques fondatrices du colonialisme de peuplement (« *settler colonialism* ») sur le développement des systèmes alimentaires en Amérique du Nord. Michelle Daigle y propose un approfondissement théorique de la notion de « souveraineté alimentaire », qu'elle appelle à concevoir d'une manière plus attentive aux modes de subsistance, aux pratiques de récolte et de partage, et plus globalement à la relation ontologique aux entités naturelles et au territoire qui sont indissociables des conceptions et des pratiques alimentaires autochtones. Cette réflexion ancrée dans l'étude des Anishinaabe, dont les territoires reconnus par les traités sont en Ontario (Canada), formule ainsi une rigoureuse critique du caractère

eurocentrique et étatocentrique des conceptions dominantes de la souveraineté alimentaire. Forte de ce travail empirique et théorique, Daigle appelle à retenir une approche moins univoque et plus nuancée de cette notion, en prenant en compte la résurgence des modes alimentaires autochtones au Canada, et en recommandant une plus juste traduction des ordres juridiques et politiques autochtones dans l'organisation de l'espace et des systèmes alimentaires. L'autre texte proposé pour la première fois en version française dans ce numéro approfondit l'analyse de la nature raciale des exclusions alimentaires en prenant pour objet la ville de Détroit, aux États-Unis. Sara Safransky décrit comment le lancement d'une opération d'urbanisme portant sur des terrains « vacants » de la ville a réactivé une confrontation latente entre des visions opposées de la propriété, l'une juridique, l'autre fondée sur l'usage et la mise en valeur par des agriculteurs urbains noirs. Le souhait de ces derniers que ces terrains postindustriels soient reconnus comme « biens communs urbains » entre en conflit avec une approche capitaliste et privative de ces territoires, une confrontation qui s'enracine dans – et prolonge – les aspects historiques discriminatoires et racistes du régime de propriété en Amérique du Nord. Enfin, si le dernier texte de cette section nous ramène en Europe, à Paris, il met lui aussi au cœur de sa réflexion les structurations postcoloniales de l'espace alimentaire urbain. En s'intéressant au commerce de rue de maïs grillé, activité économique interlope de migrants subsahariens, Ségolène Darly met en lumière un aspect particulièrement négligé de l'analyse des systèmes alimentaires. Ce type d'intermédiaire informel a été bien étudié dans la littérature anglophone, beaucoup moins dans les études francophones. En outre, peu de travaux se sont penchés sur les réseaux d'approvisionnement de ces vendeurs. L'étude de Darly révèle une organisation et des transactions originales associant vendeurs de maïs et cultivateurs d'Île-de-France, des échanges qui participent objectivement de « circuits courts alimentaires », même s'ils ne sont pas du type de ceux qui sont pris en compte dans les travaux universitaires et encore moins de ceux qui sont soutenus par les pouvoirs publics. C'est même ici plutôt le contraire, dans la mesure où ces acteurs alimentaires, grossistes comme vendeurs ambulants, opèrent aux marges du système, sous des statuts de résidents étrangers précaires ou non reconnus et dans l'illégalité réglementaire.

L'activisme alimentaire social et communautaire : ambitions et ambivalences

Longtemps cantonnée au contexte états-unien, dont elle est issue (Alkon et Agyeman, 2011 ; Paddeu, 2012 ; Gottlieb et Joshi, 2013 ; Sbicca, 2018), la notion de « justice alimentaire » (« *food justice* ») fait lentement son chemin de l'autre côté de la frontière, au Canada, ainsi que dans certains pays d'Europe (Hochedez et Le Gall, 2016 ; Keske *et al.*, 2016 ; McClintock et Soulard, 2018). Elle est désormais au cœur de l'action de certains collectifs, tandis que d'autres, sans y faire nécessairement référence, accentuent leur prise en compte des différents types d'inégalités qui traversent les enjeux d'alimentation. Cela donne l'occasion d'étudier la manière dont les notions d'inégalité ou d'injustice alimentaire voyagent et les modulations que ces thèmes peuvent connaître dans des contextes différents : quelles sont exactement les inégalités désignées et combattues par les mouvements alimentaires ? Sont-elles énoncées partout dans les mêmes termes ethnoraciaux, sociaux, genrés ? Quelle est la relation qu'entretiennent les approches de « *food justice* » avec celles de « souveraineté alimentaire », de « démocratie alimentaire » ou de « droit à l'alimentation » (Bouillot, 2019 ; Desmarais et Wittman, 2014) ? Un autre objet d'intérêt pour porter ces réflexions est l'évolution que connaissent, en Europe comme au Canada, les instruments classiques de l'activisme social comme les banques alimentaires et d'autres modalités de provisionnement d'urgence (Wakefield *et al.*, 2013 ; Fisher, 2017). Partout dans le monde, ces organisations ont été mises à l'épreuve par les effets de la pandémie de COVID-19. Des changements ont été opérés dans l'urgence, parfois avec des conséquences dans la manière dont les principes d'aide et les publics prioritaires sont définis. La période postpandémique, qui reste marquée par une importante précarisation, interroge également les modèles classiques de l'aide alimentaire de manière plus fondamentale, poussant certains collectifs à l'innovation, à l'image de la proposition émergente d'une « sécurité sociale de l'alimentation » (Sanderson, 2020 ; Cohen, 2022). Enfin, les mouvements alimentaires alternatifs, nombreux en milieu urbain dans le sillage des dynamiques d'écologisation des modes de vie et du militantisme (épiceries et marchés coopératifs, systèmes de distribution directe de paniers d'aliments en circuits courts, jardins partagés et fermes urbaines – voir Baudry, Scapino et Rémy, 2014 ; Reynolds et Cohen, 2016 ; Noël et Darrot, 2018), se montrent aussi de plus en plus souvent réflexifs vis-à-vis de leurs difficultés à s'adresser aux publics précaires (Alkon, 2012 ;

Bradley et Galt, 2014 ; Lyson, 2014 ; Joassart-Marcelli et Bosco, 2018). Ces formes d'activisme contribuent abondamment à alimenter le récit de villes de plus en plus « vertes », vivables, conviviales, écologiquement vertueuses, mais ce succès ne s'accompagne généralement pas de progrès sur le plan des solidarités, ce dont certains acteurs sont conscients (Aptekar, 2015 ; Alkon et Cadji, 2019 ; McClintock, 2018 ; Sbicca, 2019). Quelles sont leurs propositions pour ouvrir plus largement leurs instruments d'écologisation de l'alimentation ? En ont-ils réellement les moyens ? Tout en évitant d'adopter une posture critique de principe, ce numéro entend approfondir la réflexion sur les inévitables ambiguïtés et contradictions qui accompagnent ces initiatives, ce qui pourra aussi contribuer à leur dépassement.

Le premier article de cette section porte sur le problème d'accès à une saine alimentation dans le quartier de Montréal-Est. Dans ce travail, René Audet, Éliane Brisebois, Sylvain Lefèvre et Geneviève Mercille mettent en œuvre une méthode d'enquête qui se déploie tant auprès des ménages à faible revenu que des organisations communautaires qui tentent de prendre en charge ce problème. Le quartier en question est parfois abordé comme un « désert alimentaire », une approche qui fait reposer l'appréhension de l'injustice sur l'observation d'une mauvaise distribution des points de commerce alimentaire. Or en accompagnant un panel de personnes à faible revenu dans leurs courses quotidiennes, l'enquête fait ressortir que l'accessibilité des commerces est un enjeu bien moins crucial que celui du coût des aliments, calculé au plus près par ces consommateurs. Les auteur·e·s font ainsi ressortir un décalage entre les cadres de l'intervention communautaire, focalisés sur l'accessibilité spatiale et les enjeux d'éducation des publics, et les racines plus directement socioéconomiques des difficultés rencontrées par les habitants pauvres de ce quartier, qui apparaissent occultées dans les instruments d'intervention. Les auteur·e·s estiment qu'un recadrage des modes d'intervention, en s'inspirant davantage des propositions théoriques de la « *food justice* », permettrait de mieux tenir compte des compétences et de l'expérience vécue des personnes pauvres dans leur rapport à l'achat alimentaire. Toujours à propos de Montréal, Laurence Bherer et Agathe Lelièvre mènent l'examen d'un autre type d'initiative, bien moins institutionnelle, mais qui s'offre comme une réponse alternative à la précarité alimentaire. Les auteures s'intéressent au fonctionnement des « frigos collectifs » apparus depuis quelques années dans les villes de Montréal et de Québec. Ces dispositifs, gérés de manière autonome par des collectifs militants, consistent à ouvrir des espaces d'entreposage

(frigos) de nourriture dans des lieux publics ou privés, en rendant leur accès libre. En reconstituant la genèse de ces frigos, Bherer et Lelièvre montrent qu'il s'agit là d'une initiative pragmatique inscrite dans le prolongement de pratiques urbaines activistes comme le glanage urbain, soutenue par les mêmes constats critiques d'un système marchand de distribution alimentaire producteur de gaspillage et d'insécurité alimentaire. Les frigos agissent comme une instance parallèle de redistribution des surplus alimentaire, opérant dans les marges du système formel de gestion des invendus alimentaires par les banques alimentaires. L'enquête permet de comprendre les logiques d'action qui fondent ces initiatives, au centre desquelles se trouve le paradoxe de voir cohabiter une masse importante de « déchets » consommables et des situations de grande insécurité alimentaire. Mais elle souligne aussi la grande fragilité organisationnelle liée au volontariat et à l'informalité, ainsi que les tensions éthiques ou humaines que peut susciter en pratique le choix d'un accès ouvert et universel, sans contrôle, à la nourriture stockée.

La fragilisation des organisations de solidarité alimentaire est aussi l'une des conséquences marquantes qu'ont eues la pandémie de COVID-19 et les confinements décrétés par de nombreux gouvernements pour affronter cette crise. Deux articles de ce numéro abordent les difficultés particulières de cette période, en signalant ce qu'elle a révélé de la fragilité et des ambiguïtés des modes de gestion de l'aide alimentaire d'urgence. Le premier de ces articles s'intéresse au cas du Québec. Laurence Godin et ses coauteures décrivent le système de charité alimentaire mobilisé à Québec en réponse aux urgences imposées par la pandémie, et mettent en évidence les limites d'un mode d'action fondé sur la faim. Selon ces chercheuses, une telle approche – qui s'appuie sur des banques alimentaires pour la distribution temporaire des denrées d'urgence – s'inscrit dans une logique néolibérale et moralisante de responsabilisation individuelle. Compatible avec les systèmes marchands à l'origine des inégalités, elle se détourne des structures sous-jacentes qui créent la faim en amont. L'équipe plaide enfin pour une meilleure prise en compte des relations sociales dans la réponse à l'insécurité alimentaire, en mettant en avant le caractère primordial de l'accès au travail. Il est également question de la pandémie de COVID-19 dans l'article de Marine Maurin et Lola Vives, qui analyse la réorganisation de l'aide alimentaire aux sans-abri au plus fort de la crise, en 2020, dans une ville française. La crise agit comme un révélateur de la « débrouille urbaine » et de la dépendance aux distributions organisées dans lesquelles vivent les sans-abri, le début du confinement marquant la

suppression brutale de ces ressources. Maurin et Vives montrent qu'une solidarité s'est néanmoins rapidement mise en place. Selon les auteures, cette réorganisation a entraîné des repositionnements d'acteurs dans de nouveaux rôles, inattendus, et a permis la continuité, malgré tout, d'une forme de « droit à l'alimentation » des sans-abri. Mais ce « droit », s'il existe de manière pragmatique, reste défini dans un rapport très vertical entre fournisseur d'aide et bénéficiaires, ces derniers étant fondamentalement appréhendés comme des « bouches à nourrir ». Pour les auteures, cette approche, qui constitue une négation du caractère social et culturel de la commensalité, reste très éloignée des principes d'action qui pourraient fonder une réelle « justice sociale et alimentaire » respectueuse de la dignité des sans-abri.

Les quatre autres articles de cette section complètent les apports de ce numéro quant aux limites des initiatives de « justice alimentaire » en se penchant plus particulièrement sur les enjeux d'inégalités d'accès à une alimentation de qualité. Prises ensemble, ces contributions montrent que les initiatives citoyennes préoccupées par cet aspect se sont multipliées. Le constat selon lequel les démarches d'écologisation de l'alimentation laissent une grande part des consommateurs sur le bord de la route n'est pas seulement présent dans les travaux universitaires : il résonne également dans les expériences des porteurs de ces projets, qui cherchent dès lors la bonne manière d'élargir le cercle de leurs bénéficiaires. La tâche est cependant ardue et les résultats le plus souvent minces, pour des raisons que ces articles s'emploient à éclairer, chacun à sa manière. Un premier aspect tient au fait que la question du prix des aliments occupe généralement une place secondaire dans les logiques qui sous-tendent ces initiatives. Yuna Chiffoleau et ses coauteurs le mettent assez bien en évidence, dans un article qui tire ses conclusions de l'étude d'une large série d'initiatives conduites en France, par exemple des AMAP proposant des « paniers solidaires » ou des supermarchés coopératifs. Pour les auteurs, ces initiatives sont à comprendre comme des activités économiques « encastrées » dans des relations socioéconomiques de solidarité avec les producteurs d'aliments à une échelle territoriale, relations dans lesquelles la question du rapport qualité-prix ne joue qu'un très faible rôle. Les participants de certaines AMAP se sont bien efforcés de proposer des prix différenciés au profit de publics précaires, en faisant jouer des mécanismes de solidarité interne (dons de légumes, surcoût volontaire de solidarité…), mais ces solutions trouvent vite leurs limites. Elles ne règlent pas, notamment, le problème des décalages entre un cercle de militants

conscientisés, à haut capital social et culturel, et un public de consommateurs en difficulté peu susceptibles de se sentir à l'aise dans cet environnement. Pour les auteurs, ce constat d'échec doit guider l'action vers des solutions plus créatives, fondées sur des mécanismes de solidarité élargis et universels. C'est le sens de la proposition d'une « sécurité sociale de l'alimentation », qui est présentée dans l'article.

Sur la question de la difficile ouverture sociale des systèmes de paniers de producteurs (AMAP), bien implantés en France, l'article de Gabriel Montrieux formule des constats très convergents. En s'appuyant sur une étude de cas menée en région lyonnaise, l'auteur parvient à affiner les raisons qui expliquent la difficulté à atteindre des publics plus diversifiés. Il met en évidence, à l'instar de Chiffoleau et ses coauteurs, les très faibles marges de manœuvre financières qui existent structurellement dans un tel mouvement, fondé sur la solidarité entre consommateurs et producteurs. Mais c'est aussi sur les aspects symboliques des frontières de classe que Montrieux apporte des éléments précieux de compréhension. Leurs effets, extrêmement puissants, constituent un obstacle d'autant plus difficilement surmontable que l'entre-soi, l'interconnaissance et l'homologie intellectuelle et idéologique sont l'un des ciments qui permettent à ces systèmes de fonctionner. Il en ressort donc le portrait de collectifs réflexifs sur le sujet des solidarités, mais structurellement démunis pour y faire face. L'étude de Montrieux peut être utilement mise en parallèle de celle de Bérangère Véron, qui porte sur un supermarché coopératif de la région parisienne. Si l'enjeu de la qualité de l'approvisionnement alimentaire est bien présent dans la démarche de la coopérative, il ne s'agit pas pour autant d'une alternative complète au modèle de la grande distribution. Véron y voit un modèle hybride, où la recherche d'une certaine rentabilité, qui passe par l'élargissement des gammes de produits et la compétitivité de certains prix, est articulée à une démarche militante. Ce fonctionnement ne va pas sans poser de questions du point de vue de la cohérence de la démarche militante, mais il a l'avantage, du moins en théorie, d'élargir la clientèle à des publics plus sensibles au rapport qualité-prix. Le travail de Véron nuance l'un et l'autre de ces aspects : le fonctionnement de la coopérative suscite finalement peu de tensions parmi les coopérateurs, dont une partie importante accepte l'idée d'une articulation entre impératifs productifs et objectifs militants. En revanche, l'objectif de l'élargissement des publics reste assez peu concrétisé, du fait des contraintes que représente l'engagement dans un modèle coopératif (qui suppose de travailler bénévolement quelques heures par mois) pour des publics dont la motivation première n'est pas militante, mais financière.

C'est justement sur les conditions de cette politisation que se penche l'article qui clôt cette série. En cumulant les données issues de six études de cas, l'article de Laurence Granchamp et ses coauteurs parvient à prendre du recul sur ce que les auteurs présentent comme un impensé : les projets d'écologisation de l'alimentation ont gagné en nombre et en variété, mais ils auraient tendance à réduire l'alimentation au statut de levier de transformation politique. Or, pour les auteurs, l'alimentation se définit aussi, et peut-être avant tout, par ses aspects culturels et identitaires. Elle fait l'objet « d'attachements sensibles », dont la très faible prise en compte dans les initiatives alternatives explique peut-être qu'elles échouent à rallier des publics « ordinaires » à leur cause. Réaliser l'articulation entre cet aspect politique et cet aspect sensible apparaît indispensable, selon les auteurs, pour permettre à ces mouvements alimentaires de réaliser tout leur potentiel de transformation. Ce serait, pour le dire autrement, l'une des voies à emprunter pour mieux faire coïncider les horizons éthiques de la justice alimentaire et de la démocratie alimentaire.

Au total, cet ensemble d'articles compose un riche panorama des dynamiques qui marquent l'activisme alimentaire et les politiques publiques de l'alimentation, en mettant l'accent sur les espaces non anglophones. Envisagé sous l'angle des inégalités et de la « justice alimentaire », ce panorama enseigne plusieurs choses : d'abord, que ces préoccupations sont désormais inscrites au programme d'une grande diversité d'initiatives, issues des mouvements sociaux ou plus institutionnelles, tant en Europe qu'au Québec ; ensuite, que nombre d'outils mis en œuvre, en dépit de la volonté des collectifs qui les animent, ne permettent d'apporter que des réponses partielles, fragiles ou parfois ambiguës aux besoins des personnes en situation de précarité alimentaire. Réponses partielles quand il s'agit de répondre à l'urgence de la faim ou de la mauvaise nutrition par des distributions de colis ou la diffusion de « bonnes pratiques » sans que se dégagent des voies d'action pour agir sur les processus économiques producteurs de précarité alimentaire. Réponses fragiles quand elles reposent sur la débrouille organisationnelle et l'engagement bénévole, à l'image de la gestion de la crise de la COVID-19 ou des « frigos collectifs », pour acheminer des aliments aux publics en difficulté. Réponses ambiguës quand il s'agit de promouvoir le « bien manger » dans sa définition écologico-nutritionnelle, à travers des outils en décalage avec les aspects économiques, symboliques et sensibles de la consommation alimentaire. Sur ces divers aspects, les articles proposés offrent des constats critiques détaillés, empiriquement argumentés. Mais ils proposent aussi souvent des pistes pour

franchir l'obstacle, qu'il s'agisse de la « sécurité sociale de l'alimentation », de la recherche d'une traduction juridique des notions de « souveraineté alimentaire » et de « droit à l'alimentation », ou encore d'un plus grand souci du « sensible » au sein des initiatives de promotion de la saine alimentation.

Trois pistes thématiques et théoriques pour un dialogue transatlantique enrichi

Pris ensemble, ces articles révèlent aussi, en creux, certains angles morts de la recherche contemporaine francophone sur les inégalités d'accès à l'alimentation. Ils invitent ainsi à des approfondissements dans plusieurs directions. Une première piste concerne les cadres analytiques mobilisés, dont on mesure, à la lecture, combien leur stabilisation reste imparfaite. Le vocabulaire théorique de la « justice alimentaire » émerge dans certains textes, mais pas dans tous. Peu s'aventurent à en discuter la substance (justice au sens de Rawls ? de Fraser ?) et les articulations (avec la démocratie alimentaire, par exemple). Son utilisation ne s'accompagne pas toujours non plus d'une discussion des apports ou des faiblesses de ce concept pour éclairer les situations étudiées. La grande richesse empirique des terrains analysés donnerait pourtant matière à engager cette discussion, qui pourrait également se nourrir davantage du corpus désormais très étoffé d'études de cas et de propositions théoriques issu du monde universitaire anglophone – par exemple sur l'aide alimentaire, les politiques de cantines scolaires ou le caractère ethnoracial et postcolonial des inégalités mises en évidence. Peu des travaux rassemblés ici prennent ce parti, et moins nombreux encore sont ceux qui choisissent d'engager une discussion théorique approfondie sur les concepts. Pourtant, l'apport des sciences sociales pour la compréhension du social n'est-il pas aussi, voire surtout, dans cette reconstruction permanente et exigeante des cadres de pensée ? La diversité des points de vue disciplinaires sur les enjeux alimentaires, le rôle qu'y tient, dans le cas de la France, une tradition intellectuelle moins versée dans la critique sociale et la théorisation que le champ des *food studies* nord-américaines (Salomon Cavin *et al.*, 2021), expliquent sans doute une part de ce constat. Mais cela ne console pas entièrement de la frustration que l'on peut ressentir à voir se creuser « deux solitudes » universitaires, quand il existerait de multiples occasions de dialogue et de renforcement mutuel. Même si cette réalité est sans doute à nuancer pour le Québec, ses dommages pour l'avancée des connaissances ne sont pas négligeables : stagnation du débat dans l'un des deux univers linguistiques

alors qu'il a progressé dans un autre; risque de la répétition d'études de cas similaires sans évidente plus-value. Cet hermétisme peut d'ailleurs jouer dans les deux sens, à l'image par exemple de la discussion sur la « sécurité sociale de l'alimentation », qui n'a pas encore traversé l'Atlantique en dépit des innovations qui accompagnent cette proposition. Un aspect assez étonnant de ce décalage est que la recherche critique publiée en anglais par des auteur·e·s francophones est souvent plus engagée que leur production et celle de leurs pairs en langue française, étonnement auquel s'ajoute l'ironie qui veut que les points d'appui de cet engagement critique se trouvent pour une grande part chez Foucault, Rancière, Lefebvre, Latour ou Bourdieu ! On peut y voir, outre l'effet des différences de tradition universitaire, l'influence des attentes des pairs relecteurs, inscrits eux-mêmes dans ces univers intellectuels… L'effet d'enfermement n'en est que renforcé. Pour le réduire, on voudrait suggérer ici plusieurs domaines de réflexion théoriques qui paraissent propices à un rapprochement.

Un premier angle consisterait à réintroduire une discussion critique sur le capitalisme dans les études sur les inégalités d'accès à l'alimentation. À l'exception de quelques références aux logiques néolibérales, on compte dans la production francophone assez peu de propositions prenant appui sur des analyses économiques ou d'économie politique, un prisme pourtant central dans une grande partie de la littérature anglo-américaine issue du champ des études critiques de l'alimentation, qui puise ses origines dans les approches néo-marxiennes de l'« *agrarian political economy* » et de la « *political ecology* ». Les articles présentés dans ce dossier comptent leur lot d'exceptions, en évoquant notamment l'économie politique des circuits courts (Chiffoleau *et al.*; Darly), la gentrification urbaine (Fauquette et Gibout) ou les dilemmes de systèmes marchands alternatifs comme les coopératives (Véron). Mais aucun ne propose un questionnement explicite sur les pratiques d'accumulation, c'est-à-dire les divers mécanismes par lesquels les politiques et les mouvements alimentaires subventionnent ou renforcent les institutions marchandes centrales, comme cela est argumenté non seulement dans la littérature américaine qui s'intéresse à l'expansion de l'agro-industrie et du « *corporate food regime* » (Goodman, Sorj et Wilkinson, 1987; Friedmann, 1993; McMichael, 2005; Howard, 2016; Arboleda, 2020), mais aussi désormais dans une dense littérature portant sur l'échelle urbaine, à propos notamment des banques alimentaires (Lindenbaum, 2016; Fisher, 2017) ou des régimes de croissance urbaine (Pfeffer et Lapping, 1994; Bedore, 2014;

McClintock, 2018; Sbicca, 2019). À cet égard, un axe de développement pour ces investigations sur les systèmes alimentaires pourrait être de s'appuyer sur l'expansion récente de la recherche critique sur les infrastructures (un champ de recherche animé pour partie par des chercheurs francophones, même s'ils publient généralement en anglais – voir Picon, 2018; Mouton, 2021; Van Neste et Couture-Guillet, 2022). Ce point d'appui permettrait de rendre plus explicite la coproduction entre l'espace urbain, les flux logistiques et les processus d'accumulation en régime capitaliste (De Lara, 2018; Cowen, 2020; Simpson, 2022; Wiig *et al.*, 2023), en prenant pour objet, par exemple, la manière dont les infrastructures de production (irrigation, serres, foncier), de transformation (usines agroalimentaires), de transport et de distribution (entrepôts, marchés, commerces, supermarchés) façonnent la ville. Cela pourrait aussi donner l'occasion de revenir de façon critique sur la dichotomie rural-urbain, en soutien à l'effort inlassable de déconstruction de cette dualité entrepris dans le champ de la « *urban political ecology* » (Heynen, Kaika et Swyngedouw, 2006; Angelo et Wachsmuth, 2015). Certains de ces thèmes sont déjà abordés régulièrement dans la littérature (Page et Walker, 1991; Cronon, 1992; Vitiello et Brinkley, 2014; LeDoux et Vojnovic, 2022), mais d'autres travaux seraient nécessaires, particulièrement dans une perspective qui appréhenderait les inégalités alimentaires *à travers* l'infrastructure, laquelle serait alors mobilisée comme grille théorique plutôt que comme simple objet d'étude empirique.

Un deuxième domaine étonnamment discret dans la production rassemblée dans ce numéro, et plus généralement la littérature francophone, concerne les aspects ethniques et raciaux des inégalités alimentaires. Alors qu'ils traversent à l'évidence plusieurs des articles portant sur la France (Caune *et al.*, Fauquette et Gibout, Darly), la question des héritages postcoloniaux qui structurent les processus alimentaires n'est le plus souvent abordée qu'en filigrane ou du moins sans constituer une problématisation centrale. Les travaux de Daigle sur les populations autochtones du Canada ou de Ricaud Oneto sur celles du Pérou fournissent un intéressant contrepoint à cet égard. Ce décalage est d'autant plus sensible que les aspects postcoloniaux des rapports de pouvoir alimentaires sont particulièrement apparents non seulement dans le contexte des populations d'origine étrangère de France, mais aussi dans celui des territoires d'outre-mer. La surabondance de sucres et de graisses dans l'alimentation industrielle offerte sur ces territoires, les surcoûts liés à la dépendance aux marchés libéralisés européens, la structure du capitalisme

alimentaire, les effets majeurs de la crise du chlordécone, la progression de l'obésité, entre autres sujets, nourrissent encore bien peu le champ des études critiques de l'alimentation du côté français. Le contraste est donc frappant avec une production nord-américaine, particulièrement aux États-Unis, qui en a fait au contraire un moteur théorique central. Comme Horst et ses coauteurs l'expliquent dans leur article sur les approches analytiques de la justice foncière et territoriale (« *land justice* ») aux États-Unis et en France, la réception difficile de la théorie critique de la race dans le contexte intellectuel français marqué par l'universalisme – mais cette réflexion pourrait valoir aussi pour le Québec, où le principe d'« interculturalisme » assimilationniste est proposé en opposition au « multiculturalisme » qui fait politique officielle à l'échelle fédérale – complique le dialogue entre les deux cultures universitaires (Horst *et al.*, 2021). Alors que la réaction contre la théorie critique de la race est située principalement à droite du champ politique aux États-Unis, elle est davantage transpartisane en France, où une partie importante de la gauche intellectuelle et militante y voit l'importation indésirable de politiques identitaires étrangères à la culture politique et à l'histoire du pays. Or, si effectivement les histoires politiques divergent à bien des égards, cela ne diminue en rien la nécessité de rendre explicite la manière particulière dont le capitalisme racialisé peut se manifester en France, au Québec et ailleurs dans le monde francophone. Le rapprochement des cultures universitaires peut passer par le rapprochement des questionnements, pas nécessairement par l'homogénéisation artificielle des réponses… S'intéresser aux relations de pouvoir racialisées comme celles qu'évoque Ségolène Darly, qui contribuent à faire de Paris une ville postcoloniale, est important pour enrichir ces questionnements, de même que le travail sur la prise en compte politique des cultures musulmanes dans les politiques d'alimentation scolaire (Caune *et al.*). Nourrir la conversation avec les études raciales, autochtones et postcoloniales en plein essor au Québec (Mugabo, 2019; Bissonnette-Lavoie, 2019; Khalil et Rutland, 2019; Giroux, 2020; Néméh-Nombré, 2022; Benhadjoudja, 2022; Léonard *et al.*, 2023) et à certains égards en France, autour par exemple de l'« écologie décoloniale » (Ferdinand, 2019), serait sans aucun doute un facteur d'enrichissement théorique. Nous formons le vœu que la traduction des articles de Daigle et de Safransky dans ce numéro favorise ce rapprochement.

Troisième domaine théorique propice à un dialogue plus soutenu entre les deux cultures de recherche : la gouvernance de l'alimentation. Une partie notable de la littérature francophone sur les systèmes alimentaires

se concentre sur ce que l'on pourrait appeler la « gouvernance formelle » de l'alimentation, c'est-à-dire sur le rôle des institutions étatiques dans la régulation de la production et de l'accès à l'alimentation. Les articles de ce numéro thématique s'intéressent ainsi à une gamme diverse de politiques publiques nationales et locales – des cantines scolaires et des programmes alimentaires d'urgence aux dispositifs d'action territoriaux. Ils confirment que l'alimentation est (re)devenue un sujet politique relativement majeur dans des contextes sociopolitiques divers et que les pouvoirs publics, notamment locaux, sont fortement tentés d'y imprimer leur marque. Mais comme l'illustrent parallèlement plusieurs contributions, la gouvernance formelle n'est pas le seul domaine de l'État. Elle entremêle à un haut degré des acteurs non étatiques – ONG et OBNL, associations, entreprises privées, habitants des communautés et autres bénévoles – dans le cadre de partenariats variés. Un grand nombre d'ouvrages, principalement développés en Europe et au Canada, ont montré combien la diversité des acteurs impliqués et leur fort degré d'interdépendance pouvaient brouiller la frontière public-privé. Ces travaux proposent aussi de dépasser une grille de lecture global/local trop binaire (ce que Born et Purcell ont décrit comme le « piège du local ») présente dans nombre des travaux pionniers sur les systèmes agroalimentaires, où le global était assimilé à l'agro-industrie et le local à l'agriculture durable à petite échelle, de manière sans doute trop schématique (Born et Purcell, 2006). Il s'agirait ainsi de mieux prendre en compte les facteurs structurants nationaux et transnationaux dans lesquels s'inscrivent ces systèmes de gouvernance locaux. Les chercheurs francophones, comme en témoignent plusieurs articles de ce numéro, ont beaucoup à offrir à cette nécessaire réflexion sur les échelles de la gouvernance des systèmes alimentaires.

Une autre voie d'approfondissement se trouve dans l'examen de la politique « au quotidien » sur les enjeux alimentaires, en identifiant le pouvoir et les formes de gouvernance là où l'on est moins habitué à les rechercher. Ces travaux s'intéressent à la manière dont les politiques officielles se traduisent dans la pratique, à la manière dont elles sont reçues, interprétées, mises en œuvre, combattues ou ignorées. Ici encore, un riche corpus de travaux en français peut donner l'inspiration nécessaire à ce type de recherche, par exemple du côté des anthropologues (voir Le Meur et Lund, 2001; Blundo et Le Meur, 2009), qui, en lien avec les approches de la « politique quotidienne » (Scott, 1986; Kerkvliet, 2009; Bayat, 2012), ont stimulé certaines contributions théoriques sur l'alimentation urbaine (McClintock, Miewald et

McCann, 2021; Pham, Lynch et Turner, 2023). L'étude anthropologique de Ricaud Oneto sur les cantines scolaires au Pérou donne parfaitement à voir le type de granularité requis par une telle approche, qui est intrinsèquement ethnographique, mais donne toute sa mesure analytique en parvenant à relier les observations d'échelle micro aux processus structurels d'échelle macro. Ce type de démarche a été au cœur des études urbaines post-coloniales lorsqu'elles ont entrepris de « provincialiser » la théorie urbaine en analysant comment les processus urbains capitalistes s'enracinent « au concret », évoluent ou se métamorphosent, s'incarnent et se heurtent à des résistances (Lawhon, Ernstson et Silver, 2014; Leitner et Sheppard, 2016). Pour en revenir à l'infrastructure, les travaux récents sur l'infrastructure en contexte postcolonial mettent l'accent sur les processus sociaux nécessaires au fonctionnement des infrastructures urbaines, allant jusqu'à conceptualiser « les gens comme infrastructure » (Simone, 2004; Addie, 2021), un cadre théorique qui pourrait être prometteur pour les études sur l'agroalimentaire étant donné le rôle pivot du travail humain dans ce domaine. Le cas des « frigos collectifs » traité par Bherer et Lelièvre dans ce numéro donne parfaitement à voir combien l'infrastructure humaine, constituée de bénévoles payant de leur personne pour accueillir, remplir, fermer, gérer ces réfrigérateurs, est déterminante dans le travail accompli. Il en va de même pour la vente de maïs de rue en région parisienne… Mais la gouvernance quotidienne ne doit toutefois pas être confondue avec les mouvements sociaux ou l'informalité des activités alimentaires des subalternes (bien que l'attention portée à ces derniers soit clairement pertinente). Comme l'ont montré les nombreux travaux sur la « *street level bureaucracy* » (Lipsky, 2010; Proudfoot et McCann, 2008; Painter, 2006; Dubois, 2008; Valverde, 2012) et les « mobilités des politiques » (« *policy mobilities* ») (Peck, 2011; McCann et Ward, 2013; Temenos et Baker, 2015; Baker, McCann et Temenos, 2020), les pratiques quotidiennes des acteurs formels (fonctionnaires, policiers, juges, etc.), leurs visions, leurs croyances et leurs interprétations jouent un rôle crucial dans la manière dont le pouvoir s'exerce réellement.

En conclusion, si nous avons voulu esquisser ici trois axes d'approfondissement (parmi sans doute bien d'autres possibles), c'est dans le but, qui nous paraît hautement désirable, de contribuer à l'émergence d'un champ des études critiques de l'alimentation davantage intégré, dans lequel les travaux et approches francophones pourraient jouer un plus grand rôle. Cela passe sans doute par un degré d'engagement supplémentaire, de la part des

travaux francophones, dans la vaste et stimulante conversation théorique qui a lieu jusqu'ici surtout en langue anglaise (même si, soulignons-le encore, elle mobilise amplement un soubassement intellectuel critique européen et particulièrement français). Cela passe aussi, certainement, par une plus grande attention portée aux contextes socioculturels non anglophones dans l'élaboration de ces concepts et théories. Dans tous les cas, les articles rassemblés dans ce numéro, par leur variété et leur qualité, laissent à penser qu'un tel rapprochement ne pourra être que mutuellement bénéfique pour porter plus loin encore l'analyse des politiques et des initiatives alimentaires sous l'angle des inégalités et de la justice sociale.

—

Bibliographie

Addie, Jean-Paul D. 2021. « Urban Life in the Shadows of Infrastructural Death: From People as Infrastructure to Dead Labor and Back Again », *Urban Geography*, 42, 9 : 1349-1361. <https://doi.org/10.1080/02723638.2021.1902633>.

Alkon, Alison Hope. 2012. *Black, White, and Green: Farmers Markets, Race, and the Green Economy*. Athens, University of Georgia Press.

Alkon, Alison Hope, et Julian Agyeman (dir.). 2011. *Cultivating Food Justice: Race, Class, and Sustainability*. Cambridge, MIT Press.

Alkon, Alison Hope, et Josh Cadji. 2019. « Sowing Seeds of Displacement: Gentrification and Food Justice in Oakland, CA ». *International Journal of Urban and Regional Research*, 44, 1 : 108-123. <https://doi.org/10.1111/1468-2427.12684>.

Alkon, Alison Hope, Yuki Kato et Joshua Sbicca (dir.). 2020. *A Recipe for Gentrification: Food, Power, and Resistance in the City*. New York, New York University Press.

Angelo, Hillary, et David Wachsmuth. 2015. « Urbanizing Urban Political Ecology: A Critique of Methodological Cityism », *International Journal of Urban and Regional Research*, 39, 1 : 16-27. <https://doi.org/10.1111/1468-2427.12105>.

Aptekar, Sofya. 2015. « Visions of Public Space: Reproducing and Resisting Social Hierarchies in a Community Garden », *Sociological Forum*, 30, 1 : 209-227. <https://doi.org/10.1111/socf.12152>.

Arboleda, Martín. 2020. « Towards an Agrarian Question of Circulation: Walmart's Expansion in Chile and the Agrarian Political Economy of Supply Chain Capitalism ». *Journal of Agrarian Change*, 20, 3 : 345-363. <https://doi.org/10.1111/joac.12356>.

Baker, Tom, Eugene J. McCann et Cristina Temenos. 2020. « Into the Ordinary: Non-Elite Actors and the Mobility of Harm Reduction Policies », *Policy and Society*, 39, 1 : 129-145. <https://doi.org/10.1080/14494035.2019.1626079>.

Bassarab, Karen, Jill K. Clark, Raychel Santo et Anne Palmer. 2019. « Finding Our Way to Food Democracy: Lessons from US Food Policy Council Governance », *Politics and Governance*, 7, 4 : 32-47. <https://doi.org/10.17645/pag.v7i4.2092>.

Baudry, Sandrine, Julie Scapino et Elisabeth Rémy. 2014. « L'espace public à l'épreuve des jardins collectifs à New York et Paris », *Géocarrefour*, 89, 1-2 : 41-51. <https://doi.org/10.4000/geocarrefour.9388>.

Bayat, Asef. 2012. « Politics in the City-Inside-Out », *City & Society*, 24, 2 : 110-128. <https://doi.org/10.1111/j.1548-744X.2012.01071.x>.

Bedore, Melanie. 2014. « The Convening Power of Food as Growth Machine Politics: A Study of Food Policymaking and Partnership Formation in Baltimore », *Urban Studies*, 51, 14 : 2979-2995. <https://doi.org/10.1177/0042098013516685>.

Benhadjoudja, Leila. 2022. « Racial Secularism as Settler Colonial Sovereignty in Quebec », *Islamophobia Studies Journal*, 7, 2 : 183-199. <https://doi.org/10.13169/islastudj.7.2.0182>.

Béal, Vincent. 2017. « *Neoliberalism French Style* : marché et politique dans la gestion de l'environnement à Nantes », *Sociétés contemporaines*, 107, 3 : 51-77. <https://doi.org/10.3917/soco.107.0051>.

Bissonnette-Lavoie, Olivier. 2019. « Trajectoires frontalières : exploration de quelques dynamiques paradoxales de l'ambiance coloniale », *Intermédialités : histoire et théorie des arts, des lettres et des techniques/Intermediality: History and Theory of the Arts, Literature and Technologies*, 34, automne. <https://doi.org/10.7202/1070878ar>.

Blundo, Giorgio, et Pierre-Yves Le Meur. 2009. « Introduction. An Anthropology of Everyday Governance: Collective Service Delivery And Subject-Making », dans Giorgio Blundo et Pierre-Yves Le Meur (dir.). *The Governance of Daily Life in Africa: Ethnographic Explorations of Public and Collective Services*. Leiden : Brill, coll. « African Social Studies Series » : 1-37. <http://booksandjournals.brillonline.com/content/books/10.1163/ej.9789004171282.i-347.6/>. Page consultée le 26 juin 2023.

Born, Branden, et Mark Purcell. 2006. « Avoiding the Local Trap: Scale and Food Systems in Planning Research », *Journal of Planning Education and Research*, 26, 2 : 195-207. <https://doi.org/10.1177/0739456X06291389>.

Bouillot, Pierre-Étienne. 2019. « L'absence de considérations du droit à l'alimentation dans la construction du droit de l'alimentation », *Droit et société*, 101, 1 : 53-69. <https://doi.org/10.3917/drs1.101.0053>.

Bradley, Katharine, et Ryan E. Galt. 2014. « Practicing Food Justice at Dig Deep Farms & Produce, East Bay Area, California: Self-Determination as a Guiding Value and Intersections with Foodie Logics », *Local Environment*, 19, 2 : 172-186. <https://doi.org/10.1080/13549839.2013.790350>.

Brinkley, Catherine, Subhashni Raj et Megan Horst. 2017. « Culturing Food Deserts: Recognizing the Power of Community-Based Solutions », *Built Environment*, 43, 3 : 328-342. <https://doi.org/10.2148/benv.43.3.328>.

Burnett, Katherine. 2014. « Commodifying Poverty: Gentrification and Consumption in Vancouver's Downtown Eastside », *Urban Geography*, 35, 2 : 157-176. <https://doi.org/10.1080/02723638.2013.867669>.

Capt, Danièle, Denis Lepicier et André Leseigneur. 2014. « Le rôle des territoires de projets infrarégionaux sur l'agriculture et l'alimentation. Le cas du développement de circuits de proximité », *Géocarrefour*, 89, 1-2 : 105-113. <https://doi.org/10.4000/geocarrefour.9436>.

Cohen, Nevin. 2022. « Food Crisis as a Tool for Social Change: Lessons from New York City's COVID-19 Response », *Urban Governance*, 2, 1 : 173-177. <https://doi.org/10.1016/j.ugj.2022.03.001>.

Cohen, Nevin, et Rositsa T. Ilieva. 2021. « Expanding the Boundaries of Food Policy: The Turn to Equity in New York City », *Food Policy*, 103, août : 102012. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2020.102012>.

Cohen, Nevin, et Kristin Reynolds. 2014. « Urban Agriculture Policy Making in New York's "New Political Spaces": Strategizing for a Participatory and Representative System », *Journal of Planning Education and Research*, 34, 2 : 221-234. <https://doi.org/10.1177/0739456X14526453>.

Corade, Nathalie, Julie Lailliau, Marie Lemarié-Boutry et Julien Noël. 2021. « L'intégration de la dimension sociale dans une politique alimentaire métropolitaine. L'exemple de Bordeaux Métropole », *Pôle Sud*, 55, 2 : 35-54. <https://doi.org/10.3917/psud.055.0035>.

Cowen, Deborah. 2020. « Following the Infrastructures of Empire: Notes on Cities, Settler Colonialism, and Method », *Urban Geography*, 41, 4 : 469-486. <https://doi.org/10.1080/02723638.2019.1677990>.

Cronon, William. 1992. *Nature's Metropolis: Chicago and the Great West*. New York, W.W. Norton & Company.

Darly, Ségolène, et Christine Aubry. 2014. « La demande en produits locaux de la restauration collective : quels liens avec l'offre de proximité dans une région d'agriculture industrielle ? Le cas de l'Île-de-France », *Géocarrefour*, 89, 1-2 : 145-157. <https://doi.org/10.4000/geocarrefour.9470>.

De Lara, Juan. 2018. *Inland Shift: Race, Space, and Capital in Southern California*. Oakland, University of California Press.

Dennis, Mary Kate, et Tabitha Robin. 2020. « Healthy on Our Own Terms. Indigenous Wellbeing and the Colonized Food System », *Critical Dietetics*, 5, 1 : 4-11. <https://doi.org/10.32920/cd.v5i1.1333>.

Desmarais, Annette Aurélie, et Hannah Wittman. 2014. « Farmers, Foodies and First Nations: Getting to Food Sovereignty in Canada », *The Journal of Peasant Studies*, 41, 6 : 1153-1173. <https://doi.org/10.1080/03066150.2013.876623>.

Dubois, Vincent. 2008. *La vie au guichet. Relation administrative et traitement de la misère*. Paris, Économica, coll. « Études politiques ».

Ferdinand, Malcom. 2019. *Une écologie décoloniale. Penser l'écologie depuis le monde caribéen*. Paris, Éditions du Seuil.

Fisher, Andrew. 2017. *Big Hunger: The Unholy Alliance Between Corporate America and Anti-Hunger Groups*. Cambridge, MIT Press.

Fouilleux, Ève, et Laura Michel (dir.). 2020. *Quand l'alimentation se fait politique(s)*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Res Publica ».

Fouilleux, Ève, Laura Michel et Nicolas Bricas. 2020. « Politiser pour ne rien changer ? », dans Ève Fouilleux et Laura Michel (dir.). *Quand l'alimentation se fait politique(s)*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Res Publica » : 329-344.

Friedmann, Harriet. 1993. « The New Political Economy of Food: A Global Crisis », *New Left Review*, 197 : 29-57. <https://newleftreview.org/issues/i197/articles/harriet-friedmann-the-political-economy-of-food-a-global-crisis>. Page consultée le 26 juin 2023.

Gatien-Tournat, Amandine, Frédéric Fortunel et Julien Noël. 2016. « Qualité et proximité dans l'approvisionnement de la restauration collective en Sarthe (France) : jeux d'acteurs entre volontés et réalités territoriales », *Annales de géographie*, 712, 6 : 666-691. <https://doi.org/10.3917/ag.712.0666>.

Giroux, Dalie. 2020. *L'œil du maître. Figures de l'imaginaire colonial québécois*. Montréal, Mémoire d'encrier.

Goodling, Erin. 2021. « Urban Political Ecology from Below: Producing a "Peoples' History" of the Portland Harbor », *Antipode*, 53, 3 : 745-769. <https://doi.org/10.1111/anti.12493>.

Goodman, David, Bernardo Sorj et John Wilkinson. 1987. *From Farming to Biotechnology: A Theory of Agro-Industrial Development*. New York, Basil Blackwell.

Gottlieb, Robert, et Anupama Joshi. 2013. *Food Justice*. Cambridge, MIT Press.

Guthman, Julie. 2011. *Weighing In: Obesity, Food Justice, and the Limits of Capitalism*. Oakland, University of California Press.

Heynen, Nik, Maria Kaika et Erik Swyngedouw. 2006. *In the Nature of Cities: Urban Political Ecology and the Politics of Urban Metabolism*. Londres, Routledge.

Hochedez, Camille, et Julie Le Gall. 2016. « Justice alimentaire et agriculture. Introduction », *Justice spatiale/Spatial Justice*, 9, janvier. <https://www.jssj.org/article/justice-alimentaire-et-agriculture/>. Page consultée le 26 juin 2023.

Horst, Megan, Nathan McClintock, Adrien Baysse-Lainé, Ségolène Darly, Flaminia Paddeu, Coline Perrin, Kristin Reynolds et Christophe-Toussaint Soulard. 2021. « Translating Land Justice through Comparison: A US-French Dialogue and Research Agenda », *Agriculture and Human Values*, mars. <https://doi.org/10.1007/s10460-021-10202-4>.

Howard, Philip H. 2016. *Concentration and Power in the Food System: Who Controls What We Eat?* New York, Bloomsbury Academic.

Joassart-Marcelli, Pascale, et Fernando J. Bosco. 2018. « Alternative Food and Gentrification: Farmers' Markets, Community Gardens and the Transformation of Urban Neighborhoods », dans Winifred Curran et Trina Hamilton (dir.). *Just Green Enough: Urban Development and Environmental Gentrification*. New York, Routledge : 92-106.

Kerkvliet, Benedict J. Tria. 2009. « Everyday Politics in Peasant Societies (and Ours) », *The Journal of Peasant Studies*, 36, 1 : 227-243. <https://doi.org/10.1080/03066150902820487>.

Keske, Catherine M. H., Jennifer Brooke Dare, Tiffany Hancock et Myron King. 2016. « La connexion entre la sécurité alimentaire, la souveraineté alimentaire et la justice alimentaire dans les écosystèmes boréaux : le cas de Saint-Pierre-et-Miquelon », *Justice spatiale/Spatial Justice*, 9, janvier. <http://www.jssj.org/article/la-connexion-entre-la-securite-alimentaire-la-souverainete-alimentaire-et-la-justice-alimentaire-dans-les-ecosystemes-boreals-le-cas-de-saint-pierre-et-miquelon/>. Page consultée le 26 juin 2023.

Khalil, Samiha, et Ted Rutland. 2019. « La ville anti-Noir : la sécurité urbaine et les "après-vies" de l'esclavage à Montréal », dans Hélène Bélanger et Dominic Lapointe (dir.). *Perspectives critiques et analyse territoriale. Applications urbaines et régionales*. Québec, Presses de l'Université du Québec, coll. « Géographie contemporaine » : 53-71.

Lawhon, Mary, Henrik Ernstson et Jonathan Silver. 2014. « Provincializing Urban Political Ecology: Towards a Situated UPE Through African Urbanism », *Antipode*, 46, 2 : 497-516. <https://doi.org/10.1111/anti.12051>.

Le Meur, Pierre-Yves, et Christian Lund. 2001. « Everyday Governance of Land in Africa », *Bulletin de l'APAD*, 22. <http://journals.openedition.org/apad/48>. Page consultée le 26 juin 2023.

LeDoux, Timothy F., et Igor Vojnovic. 2022. « Relying on Their Own Hands: Examining the Causes and Consequences of Supermarket Decentralization in Detroit », *Urban Geography*, 43, 7 : 1007-1035. <https://doi.org/10.1080/02723638.2021.1890961>.

Leitner, Helga, et Eric Sheppard. 2016. « Provincializing Critical Urban Theory: Extending the Ecosystem of Possibilities », *International Journal of Urban and Regional Research*, 40, 1 : 228-235. <https://doi.org/10.1111/1468-2427.12277>.

Léonard, Naomie, Jennifer Buckell, Raphaëlle Ainsley-Vincent, Marie-Ève Drouin-Gagné et Stéphane Guimont Marceau. 2023. « Layers of Settler Urbanization and Indigenous Relational Place-Making: Uncovering an Ongoing Palimpsest », *Urban Geography*, 44, 2 : 281-283. <https://doi.org/10.1080/02723638.2022.2129712>.

Lindenbaum, John. 2016. « Countermovement, Neoliberal Platoon, or Re-Gifting Depot? Understanding Decommodification in US Food Banks », *Antipode*, 48, 2 : 375-392. <https://doi.org/10.1111/anti.12192>.

Lipsky, Michael. 2010. *Street-Level Bureaucracy: Dilemmas of the Individual in Public Service*. New York, Russell Sage Foundation.

Lo, Joann, et Alexa Delwiche. 2016. « The Good Food Purchasing Policy: A Tool to Intertwine Worker Justice with a Sustainable Food System », *Journal of Agriculture, Food Systems, and Community Development*, 6, 2 : 185-194. <https://doi.org/10.5304/jafscd.2016.062.016>.

Lyson, Helena C. 2014. « Social Structural Location and Vocabularies of Participation: Fostering a Collective Identity in Urban Agriculture Activism », *Rural Sociology*, 79, 3 : 310-335. <https://doi.org/10.1111/ruso.12041>.

MacRae, Rod. 1999. « Not Just What, but How: Creating Agricultural Sustainability and Food Security by Changing Canada's Agricultural Policy Making Process », *Agriculture and Human Values*, 16, 2 : 187-202. <https://doi.org/10.1023/A:1007528823700>.

Manganelli, Alessandra, Pieter Van den Broeck et Frank Moulaert. 2020. « Socio-Political Dynamics of Alternative Food Networks: A Hybrid Governance Approach », *Territory, Politics, Governance*, 8, 3 : 299-318. <https://doi.org/10.1080/21622671.2019.1581081>.

Mansfield, Brent, et Wendy Mendes. 2013. « Municipal Food Strategies and Integrated Approaches to Urban Agriculture: Exploring Three Cases from the Global North », *International Planning Studies*, 18, 1 : 37-60. <https://doi.org/10.1080/13563475.2013.750942>.

Marty, Pauline. 2014. « De la restauration scolaire à l'intégration de l'agriculture dans le projet de territoire : vers une ville acteur normatif de la question agricole ? », *Géocarrefour*, 89, 1-2 : 135-143. <https://doi.org/10.4000/geocarrefour.9459>.

McCann, Eugene J., et Kevin Ward. 2013. « A Multi-Disciplinary Approach to Policy Transfer Research: Geographies, Assemblages, Mobilities and Mutations », *Policy Studies*, 34, 1 : 2-18. <https://doi.org/10.1080/01442872.2012.748563>.

McClintock, Nathan. 2011. « From Industrial Garden to Food Desert: Demarcated Devalution in the Flatlands of Oakland, California », dans Alison Hope Alkon et Julian Agyeman (dir.). *Cultivating Food Justice: Race, Class, and Sustainability*. Cambridge, MIT Press : 89-120.

McClintock, Nathan. 2018. « Cultivating (a) Sustainability Capital: Urban Agriculture, Ecogentrification, and the Uneven Valorization of Social Reproduction », *Annals of the American Association of Geographers*, 108, 2 : 579-590. <https://doi.org/10.1080/24694452.2017.1365582>.

McClintock, Nathan, Christiana Miewald et Eugene J. McCann. 2021. « Governing Urban Agriculture: Formalization, Resistance and Re-Visioning in Two "Green" Cities », *International Journal of Urban and Regional Research*, 45, 3 : 498-518. <https://doi.org/10.1111/1468-2427.12993>.

McClintock, Nathan, et Christophe-Toussaint Soulard. 2018. « De l'agriculture urbaine à la justice alimentaire : regards critiques franco-américains », *Urbanités*, 10 : 13. <https://www.revue-urbanites.fr/10-mcclintock-soulard/>. Page consultée le 26 juin 2023.

McMichael, Philip. 2005. « Global Development and The Corporate Food Regime », *Research in Rural Sociology and Development*, 11 : 265-299. <https://doi.org/10.1016/S1057-1922(05)11010-5>.

Mestre, Hugo. 2021. « Les projets alimentaires territoriaux : entre cadrage et limites de l'action publique alimentaire territoriale. Le cas de l'élaboration du PAT sur l'île d'Oléron », *Pôle Sud*, 55, 2 : 71-88. <https://doi.org/10.3917/psud.055.0071>.

Moragues-Faus, Ana, et Jane Battersby. 2021. « Urban Food Policies for a Sustainable and Just Future: Concepts and Tools for a Renewed Agenda », *Food Policy*, 103, août : 102124. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2021.102124>.

Moragues-Faus, Ana, et Kevin Morgan. 2015. « Reframing the Foodscape: The Emergent World of Urban Food Policy », *Environment and Planning A: Economy and Space*, 47, 7 : 1558-1573. <https://doi.org/10.1177/0308518X15595754>.

Morgan, Kevin, et Roberta Sonnino. 2008. *The School Food Revolution: Public Food and the Challenge of Sustainable Development*. Londres/Sterling, Earthscan.

Morley, Adrian, et Kevin Morgan. 2021. « Municipal Foodscapes: Urban Food Policy and the New Municipalism », *Food Policy*, 103, août : 102069. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2021.102069>.

Mortazavi, Melissa D. 2011. « Are Food Subsidies Making Our Kids Fat? Tensions between the Healthy Hunger-Free Kids Act and the Farm Bill », *Washington and Lee Law Review*, 68 : 1699. <https://scholarlycommons.law.wlu.edu/wlulr/vol68/iss4/4/>. Page consultée le 26 juin 2023.

Mouton, Morgan. 2021. « Worlding Infrastructure in the Global South: Philippine Experiments and the Art of Being "Smart" », *Urban Studies*, 58, 3 : 621-638. <https://doi.org/10.1177/0042098019891011>.

Mugabo, Délice. 2019. « Black in the City: On the Ruse of Ethnicity and Language in an Antiblack Landscape », *Identities*, 26, 6 : 631-648. <https://doi.org/10.1080/1070289X.2018.1545816>.

Néméh-Nombré, Philippe. 2022. *Seize temps noirs pour apprendre à dire kuei*. Montréal, Mémoire d'encrier.

Noël, Julien, et Catherine Darrot. 2018. « Huit initiatives bretonnes d'agriculture urbaine solidaire : quelles formes de justice et de démocratie alimentaire ? », *VertigO. La revue électronique en sciences de l'environnement*, hors-série 31, septembre. <https://doi.org/10.4000/vertigo.21209>.

Paddeu, Flaminia. 2012. « L'agriculture urbaine dans les quartiers défavorisés de la métropole new-yorkaise : la justice alimentaire à l'épreuve de la justice sociale », *VertigO. La revue électronique en sciences de l'environnement*, 12, 2. <https://doi.org/10.4000/vertigo.12686>.

Page, Brian, et Richard Walker. 1991. « From Settlement to Fordism: The Agro-Industrial Revolution in the American Midwest », *Economic Geography*, 67, 4 : 281-315. <https://doi.org/10.2307/143975>.

Pahun, Jeanne. 2020. « "Manger local". Canalisation des débats politiques sur l'alimentation en régions », dans Ève Fouilleux et Laura Michel (dir.). *Quand l'alimentation se fait politique(s)*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Res Publica » : 181-198.

Painter, Joe. 2006. « Prosaic Geographies of Stateness », *Political Geography*, 25, 7 : 752-774. <https://doi.org/10.1016/j.polgeo.2006.07.004>.

Park, Soo Jin, Heather Yeatman, Joanna Russell et Catherine MacPhail. 2022. « Barriers to Urban Food Action: Relevance of Food Pedagogies », *Sustainability*, 14, 3 : 1300. <https://doi.org/10.3390/su14031300>.

Parker, Barbara, et Mario Koeppel. 2020. « Beyond Health and Nutrition: Re-Framing School Food Programs through Integrated Food Pedagogies », *Canadian Food Studies/La Revue canadienne des études sur l'alimentation*, 7, 2 : 48-71. <https://doi.org/10.15353/cfs-rcea.v7i2.371>.

Patel, Raj. 2008. *Stuffed and Starved: Markets, Power and the Hidden Battle for the World Food System*. Brooklyn, Melville House Pub.

Peck, Jamie. 2011. « Geographies of Policy From Transfer-Diffusion to Mobility-Mutation », *Progress in Human Geography*, 35, 6 : 773-797. <https://doi.org/10.1177/0309132510394010>.

Perrin, Coline, Christophe-Toussaint Soulard, Adrien Baysse-Lainé et Nabil Hasnaoui Amri. 2018. « L'essor d'initiatives agricoles et alimentaires dans les villes françaises : mouvement marginal ou transition en cours ? », dans Nacima Baron-Yelles et Joan Romero González (dir.). *Cultura territorial e innovación social : Hacia un nuevo modelo metropolitano en Europa del Sur?* Valence, Université de Valence, coll. « Développement territorial. Études et documents » : 387-403.

Pfeffer, Max J., et Mark B. Lapping. 1994. « Farmland Preservation, Development Rights and the Theory of the Growth Machine: The Views of Planners », *Journal of Rural Studies*, 10, 3 : 233-248. <https://doi.org/10.1016/0743-0167(94)90051-5>.

Pham, Thi-Thanh-Hiên, Melody Lynch et Sarah Turner. 2023. « Creative Counter-Discourses to the "Green City" Narrative: Practices of Small-Scale Urban Agriculture in Hanoi, Vietnam », *Local Environment*, 28, 2 : 169-188. <https://doi.org/10.1080/13549839.2022.2162028>.

Picon, Antoine. 2018. « Urban Infrastructure, Imagination and Politics: From the Networked Metropolis to the Smart City », *International Journal of Urban and Regional Research*, 42, 2 : 263-275. <https://doi.org/10.1111/1468-2427.12527>.

Powell, Lisa Jordan, et Hannah Wittman. 2018. « Farm to School in British Columbia: Mobilizing Food Literacy for Food Sovereignty », *Agriculture and Human Values*, 35, 1: 193-206. <https://doi.org/10.1007/s10460-017-9815-7>.

Proudfoot, Jesse, et Eugene J. McCann. 2008. « At Street Level: Bureaucratic Practice in the Management of Urban Neighborhood Change », *Urban Geography*, 29, 4 : 348-370. <https://doi.org/10.2747/0272-3638.29.4.348>.

Prové, Charlotte, Michiel P. M. M. de Krom et Joost Dessein. 2019. « Politics of Scale in Urban Agriculture Governance: A Transatlantic Comparison of Food Policy Councils », *Journal of Rural Studies*, 68, mai : 171-181. <https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2019.01.018>.

Pudup, Mary Beth. 2008. « It Takes a Garden: Cultivating Citizen-Subjects in Organized Garden Projects », *Geoforum*, 39, 3 : 1228-1240. <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2007.06.012>.

Ramírez, Margaret Marietta. 2015. « The Elusive Inclusive: Black Food Geographies and Racialized Food Spaces », *Antipode*, 47, 3 : 748-769. <https://doi.org/10.1111/anti.12131>.

Reynolds, Kristin, et Nevin Cohen. 2016. *Beyond the Kale: Urban Agriculture and Social Justice Activism in New York City*. Athens, University of Georgia Press.

Régnier, Faustine, et Ana Masullo. 2009. « Obésité, goûts et consommation. Intégration des normes d'alimentation et appartenance sociale », *Revue française de sociologie*, 50, 4 : 747-773. <https://doi.org/10.3917/rfs.504.0747>.

Rogaly, Ben. 2021. « Commentary: Agricultural Racial Capitalism and Rural Migrant Workers », *Journal of Rural Studies*, 88 : 527-531. <https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2021.07.006>.

Rotz, Sarah. 2017. « "They took our beads, it was a fair trade, get over it": Settler Colonial Logics, Racial Hierarchies and Material Dominance in Canadian Agriculture », *Geoforum,* 82, Supplement C : 158-169. <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2017.04.010>.

Salomon Cavin, Joëlle, Valérie Boisvert, Simone Ranocchiari, Quentin Dusserre-Bresson et Monique Poulot. 2021. « L'engagement militant dans la recherche en agriculture urbaine. Réflexions sur le contexte français au miroir du *scholar activism* nord-américain », *Natures Sciences Sociétés*, 29, 3 : 288-298. <https://doi.org/10.1051/nss/2021058>.

Sanderson, Matthew R. 2020. « Here We Are: Agriculture and Human Values in the Coronavirus (COVID-19) Pandemic », *Agriculture and Human Values*, 37, 3 : 515-516. <https://doi.org/10.1007/s10460-020-10040-w>.

Sbicca, Joshua. 2018. *Food Justice Now! Deepening the Roots of Social Struggle*. Minneapolis, University of Minnesota Press.

Sbicca, Joshua. 2019. « Urban Agriculture, Revalorization, and Green Gentrification in Denver, Colorado », *The Politics of Land*, 26 : 149-170. <https://doi.org/10.1108/S0895-993520190000026011>.

Scott, Jim. 1986. « Everyday Forms of Peasant Resistance », *The Journal of Peasant Studies*, 13, 2 : 5-35. <https://doi.org/10.1080/03066158608438289>.

Shannon, Jerry. 2014. « Food Deserts: Governing Obesity in the Neoliberal City », *Progress in Human Geography*, 38, 2 : 248-266. <https://doi.org/10.1177/0309132513484378>.

Sibbing, Lara, Jeroen Candel et Katrien Termeer. 2021. « A Comparative Assessment of Local Municipal Food Policy Integration in the Netherlands », *International Planning Studies*, 26, 1: 56-69. <https://doi.org/10.1080/13563475.2019.1674642>.

Simone, A. M. 2004. « People as Infrastructure: Intersecting Fragments in Johannesburg », *Public Culture*, 16, 3 : 407-429. <https://www.muse.jhu.edu/article/173743>. Page consultée le 26 juin 2023.

Simpson, Michael. 2022. « Fossil Urbanism: Fossil Fuel Flows, Settler Colonial Circulations, and the Production of Carbon Cities », *Urban Geography*, 43, 1: 101-122. <https://doi.org/10.1080/02723638.2020.1840206>.

Slocum, Rachel, Kirsten Valentine Cadieux et Renata Blumberg. 2016. « Solidarité, espace et "race" : vers des géographies de la justice alimentaire », *Justice spatiale/Spatial Justice*, 9, janvier. <https://www.jssj.org/article/solidarite-espace-et-race-vers-des-geographies-de-la-justice-alimentaire/>. Page consultée le 26 juin 2023.

Sonnino, Roberta. 2016. « The New Geography of Food Security: Exploring the Potential of Urban Food Strategies », *The Geographical Journal*, 182, 2 : 190-200. <https://doi.org/10.1111/geoj.12129>.

Swyngedouw, Erik. 2007. « Impossible "Sustainability" and the Postpolitical Condition », dans Rob Krueger et David Gibbs (dir.). *The Sustainable Development Paradox: Urban Political Economy in the United States and Europe*. New York, The Guilford Press : 13-40.

Temenos, Cristina, et Tom Baker. 2015. « Enriching Urban Policy Mobilities Research », *International Journal of Urban and Regional Research*, 39, 4 : 841-843. <https://doi.org/10.1111/1468-2427.12258>.

Valverde, Mariana. 2012. *Everyday Law on the Street: City Governance in an Age of Diversity*. Chicago, University of Chicago Press.

Van Neste, Sophie L., et Annabelle Couture-Guillet. 2022. « The Urban Politicization of Fossil Fuel Infrastructure: Mediatization and Resistance in Energy Landscapes », *Environment and Planning C: Politics and Space*, 40, 8 : 1801-1818. <https://doi.org/10.1177/23996544221111657>.

Vitiello, Domenic, et Catherine Brinkley. 2014. « The Hidden History of Food System Planning », *Journal of Planning History*, 13, 2 : 91-112. <https://doi.org/10.1177/1538513213507541>.

Wakefield, Sarah, Julie Fleming, Carla Klassen et Ana Skinner. 2013. « Sweet Charity, Revisited: Organizational Responses to Food Insecurity in Hamilton and Toronto, Canada », *Critical Social Policy*, 33, 3 : 427-450. <https://doi.org/10.1177/0261018312458487>.

Whyte, Kyle. 2015. « Indigenous Food Systems, Environmental Justice, and Settler-Industrial States », dans Mary Rawlinson et Caleb Ward (dir.). *Global Food, Global Justice: Essays on Eating under Globalization*. Cambridge, Cambridge Scholar Publishing : 143-156.

Wiig, Alan, Kevin Ward, Theresa Enright, Mike Hodson, Hamil Pearsall et Jonathan Silver (dir.). 2023. *Infrastructuring Urban Futures: The Politics of Remaking Cities*. Bristol, Bristol University Press.

Yates-Doerr, Emily. 2020. « Imperialist Irony », *American Anthropologist*, 122, 3 : 674-675. <https://doi.org/10.1111/aman.13454>.